



Analyses / Analysis / Análisis

L'intervention en milieu ouvert des animateurs auprès des seniors

Ulrike Armbruster Elatif

Haute école de travail social Genève | HES-SO, Genève, Suisse
ulrike.armbruster-elatif@hesge.ch

Dara Kalbermatter

Haute école de travail social Genève | HES-SO Genève, Suisse
dara.kalbermatter@hesge.ch

L'article examine le rôle des animateurs socioculturels dans l'accompagnement des seniors en Suisse, en particulier dans le contexte urbain. Il met en lumière les défis posés par le vieillissement démographique et la nécessité d'adapter les pratiques pour répondre à de nouveaux besoins. Historiquement, l'animation socioculturelle s'est concentrée sur les jeunes, mais elle s'est progressivement étendue à d'autres publics, dont les personnes âgées. Les auteures se réfèrent à deux recherches récentes qui explorent les usages de l'espace urbain par les seniors et la lutte contre l'isolement social. Elles revendentiquent le rôle crucial de l'animation dans la construction d'une société plus juste et démocratique. Les animateurs socioculturels doivent être des acteurs de changement, militant pour une meilleure intégration des personnes âgées tant dans la vie sociale que politique et combattant les représentations négatives de la vieillesse.

Mots-clés : vieillissement, animation socioculturelle, isolement social, espace urbain, politique publique.

The article examines the role of sociocultural community developers in supporting seniors in Switzerland, particularly in urban context. It highlights the challenges posed by an ageing population and the need to adapt practices to meet new needs. Historically, sociocultural community development has been focused on young people, but it has gradually spread to other audiences, including the elderly. The authors refer to two recent studies that explore the uses of urban space by seniors and the fight against social isolation. They claim the crucial role of animation in building a more just and democratic society. Sociocultural community developers must be agents of change, advocating for the better integration of older people in both social and political life and combating negative representations of old age.

Keywords: ageing, sociocultural animation, social isolation, urban space, public policy.

El artículo examina el papel de los animadores socioculturales en el acompañamiento de las personas mayores en Suiza, en particular en el contexto urbano. Pone de relieve los retos que plantea el envejecimiento demográfico y la necesidad de adaptar las prácticas para responder a nuevas necesidades. Históricamente, la animación sociocultural se ha centrado en los jóvenes, pero se ha ido extendiendo progresivamente a otros públicos, entre ellos las personas mayores. Las autoras se refieren a dos investigaciones recientes que exploran los usos del espacio urbano por las personas mayores y la lucha contra el aislamiento social. Reivindican el papel crucial de la animación en la construcción de una sociedad más justa y democrática. Los animadores socioculturales deben ser actores de cambio, abogando por una mejor integración de las personas mayores tanto en la vida social como política y combatiendo las representaciones negativas de la vejez.

Palabras clave : envejecimiento, animación sociocultural, aislamiento social, espacio urbano, política pública.

Introduction

Le vieillissement démographique fait partie des cinq futurs grands enjeux sociétaux en France comme le rappelle Greffier en citant Salima Benhamou (Greffier, 2024). L'allongement de l'espérance de vie entraînant un vieillissement de la population se constate aussi en Suisse. En effet, d'ici à 2060, les personnes âgées représenteront plus d'un tiers de la population (Chastonay et al., 2018; Promotion Santé Suisse, 2014). Ce groupe posera, dans les années à venir, de nouveaux défis au travail social.

Cette tendance n'est pas présentée comme une aubaine. Au contraire, un tableau plutôt terrifiant est dressé par les milieux économiques, politiques et socio-sanitaires. Les citoyens sont en état d'alerte quant à l'impossibilité de financer les systèmes de sécurité sociale et de faire face à l'explosion du coût de la santé, car qui dit vieillesse pense maladie. La transformation physique du corps, dont les rides, n'a jamais constitué un idéal de beauté. La peur d'un revirement politique à droite, à cause des aînés qui votent, mais ne souhaitent aucun changement, campant sur leurs acquis, est un des sujets véhiculés par les médias, montrant un visage négatif de la vieillesse. Le vieillissement de la population est un sujet qui occupe, voire préoccupe.

L'animation socioculturelle, du fait de son histoire et de son évolution, est plutôt associée aux publics de l'enfance et de la jeunesse. Les personnes âgées, comme champ d'intervention possible, ne s'impose pas d'office chez ses professionnels (Armbruster et Lambelet, 2023). Il s'agit plutôt d'un champ par défaut et à part. Pourtant, des actions en faveur des aînés sont mises en place, en Suisse dès 1920, par la Fondation Pro Senectute. La première association de retraités voit le jour dans les années 1950 (Association de défense et de détente des retraités, AVIVO). Dans les institutions pour personnes âgées, l'animation socioculturelle est plus récente. Les professionnels y font leur apparition à partir des années 1980 (Armbruster, 2008 ; Armbruster et Lambelet, 2023).

Ces rappels historiques montrent que le travail social n'a pas investi rapidement le champ gérontologique et peine encore à y prendre sa place. Est-ce dû aux fondements de ses pratiques qui visent au développement de l'autonomie et à la mobilisation des individus, des groupes et des collectivités ? Il est difficile de penser la mission d'autonomie comme susceptible de s'appliquer à des personnes qui vont vers la fin de leur vie (Marcillat, 2000). Les politiques de la vieillesse continuent de s'articuler autour de la problématique générale des soins et des dépendances. Cependant, l'animation socioculturelle a un rôle à jouer auprès de cette population, surtout compte-tenu des changements démographiques en cours. Si l'animation socioculturelle a fait sa place dans les institutions, il s'agit aujourd'hui de positionner les professionnels dans l'espace urbain comme nous allons tenter de le démontrer dans les lignes qui suivent. L'enjeu du vieillissement requiert l'animation dans une lutte sociale située, « visant plus de justice sociale, de dialogue entre les citoyens et les groupes sociaux, de présence dans les arènes politico-médiatiques, d'occasions d'épanouissement dans le temps libre » (Lafortune, 2024).

Dans cet article, l'histoire de l'animation socioculturelle en Suisse est retracée dans un premier temps. Il est ensuite fait référence à deux recherches qui interrogent la vie au quotidien des personnes âgées dans l'espace urbain. Dans un troisième temps, il sera question de la politique publique en vigueur et des questions qu'elle pose. Pour terminer, le lien sera fait avec le métier de l'animation socioculturelle et la place qu'elle pourra prendre dans le champ gérontologique.

Fondements et liens de l'animation socioculturelle auprès des personnes âgées

L'essor de l'animation socioculturelle en Suisse est étroitement lié à l'avènement de l'animation dans le canton de Genève, qui est lui-même tributaire du développement de l'animation en France. Cette dernière émerge dans la deuxième moitié du XX^e siècle (1950-1960), dans un contexte marqué par une forte urbanisation et la montée d'une société de consommation et de loisirs. L'animation s'inspire de l'éducation populaire, qui poursuit trois objectifs : la démocratisation des savoirs, l'instruction complémentaire à l'éducation formelle et la formation du citoyen. L'animation s'installe dans un premier temps dans le « champ de l'encadrement des temps libres des enfants et des jeunes » (Greffier, 2024, p.119), où elle s'oppose à la forme scolaire, avant de se tourner vers d'autres publics, souvent fragilisés, comme les adultes, les familles et les personnes âgées.

En Suisse, l'animation socioculturelle apparaît au cours des années 1960 dans le canton de Genève, qui lui donnera l'impulsion de ce qu'elle deviendra en adaptant le modèle français des Maisons de jeunes et de la Culture (MJC). Le baby-boom produit ses premiers effets sociaux et la jeunesse devient une problématique sociologique et un problème social. Ce n'est donc pas sans raison que l'État de Genève décide de créer, en 1958, l'Office de la Jeunesse. Le canton voit alors se succéder les ouvertures de centres de loisirs à un rythme soutenu.

À partir de 1970, l'animation en France se fait la porte-parole de mouvements sociaux en militant pour le changement social. Le métier devient plus visible alors que les professionnels prennent position dans l'espace public (Greffier, 2024). En Suisse, cette décennie est également marquée par une transformation de la mission des centres de loisirs. En 1976, le nouveau règlement relatif aux centres de loisirs et aux centres de rencontres stipule que ces lieux peuvent être des espaces de rendez-vous pour toute la population d'une commune ou d'un quartier. Dans ce sens, plusieurs centres de loisirs changent d'appellation pour devenir des Maisons de quartier. Ce n'est toutefois qu'à compter de 1994 que les premiers travailleurs hors murs interviennent dans les communes genevoises.

Dans les années 1980, l'animation revendique son ancrage territorial. L'intervention se fait sur un temps donné et vise un territoire spécifique et identifié comme difficile, donc prioritaire en termes de politique de la ville. L'animation se conçoit comme « outil de dynamisation des territoires, tant ruraux qu'urbains, et de valorisation des patrimoines culturels » (Lafortune et Picard-Borduas, 2024, p.3).

La participation et la démocratie directe deviennent les principes d'action de l'animation durant la décennie 1990. L'implication des usagers est voulue par les professionnels qui se placent en tant que « médiateurs » (Gillet, 1996) entre les élus, les administrations et les populations.

Au XXI^e siècle, l'animation peut-elle devenir porte-parole des enjeux de transition, comme s'interrogent Greffier et Richelle (2014) ? À travers ce rapide survol de l'histoire de l'animation, il apparaît que les professionnels de ce métier ont évolué en fonction des problématiques sociales apparues au fil des décennies. Comme l'affirme très justement Jean-Marie Lafourture en 2010 (p. 68) déjà : « l'animation socioculturelle s'est construite à partir de mouvements sociaux qui ont lutté pour la démocratie et la justice sociale ». Gageons que l'animation socioculturelle reste engagée et transformatrice dans « la construction d'une société plus juste et plus démocratique » (Lafourture & Picard-Borduas, 2024, p.4). Comme évoqué plus haut, les défis ne manquent guère : enjeux climatiques, épuisement de la planète, transformation démographique.

S'agissant de l'animation socioculturelle auprès des personnes âgées, l'évolution de ses pratiques est moins aisée à retracer (Armbruster, 2008). Peu de travaux ayant une véritable dimension historique ont été effectués. Avant les années 1960, les activités proposées ou imposées aux personnes hébergées, appartenant aux couches les plus démunies, sont conçues en référence aux « vertus » du travail, c'est-à-dire comme entreprise de moralisation au sein des institutions asilaires face aux « dangers » de l'oisiveté, de l'inactivité et de l'incivilité (Bois, 1989 ; Minois 1987). Il est alors surtout question d'activités « occupationnelles ». Cette prise en charge se modifiera radicalement par la suite. Avec l'introduction des retraites, la situation matérielle et le statut des seniors dans la société occidentale connaîtront un bouleversement sans précédent. D'une part, la vieillesse est reconnue comme une catégorie sociale. D'autre part, la situation économique des personnes concernées s'améliore de façon sensible (Cavalli, 2002). La demande de prise en charge concerne dorénavant tous les milieux sociaux et non plus exclusivement les plus démunis et misérables. À ce moment-là naissent les « maisons de retraite » ou « maisons de repos », qui assurent une prise en charge globale des personnes âgées. La période de 1960 à 1970 est ainsi marquée par le passage d'activités essentiellement occupationnelles à la promotion d'une animation œuvrant au développement du bien-être psychoaffectif des personnes hébergées, dans une perspective d'humanisation des institutions (Barranger et al., 1995).

Les années 1980 à 1990 voient le développement d'une individualisation des pratiques : l'accent est mis sur les « besoins » de la personne en contrepoint de la dimension collective de l'animation. Cette orientation va de pair avec le recul de l'âge d'entrée en institution et les modifications des caractéristiques de la population hébergée. « L'évolution du public accueilli dans les établissements pour personnes âgées pose des problèmes de plus en plus complexes et l'animation ne peut pas ne pas s'en ressentir » (Badey-Rodriguez, 1997). Par ailleurs, émerge aussi la nécessité de reconnaître aux personnes résidantes une place d'acteurs, en écho à la réflexion sur l'autonomie des personnes âgées. Dans cette perspective, l'animation évolue vers une double conception : l'animation comme « projet de soin » et l'animation comme « projet de vie » (Hervy, 1993).

L'arrivée des professionnels de l'animation socioculturelle dans le courant des années 1990 à 2000 permet de développer de nouveaux aspects. Une importante réflexion sur le « sens » de l'activité et de « l'agir » est alors initiée. Divers courants et approches traversent ainsi l'animation en gérontologie, prônant la nécessité d'ouvrir l'institution sur son environnement extérieur, d'une part, et de considérer les désirs de l'individu en valorisant davantage l'« être » sur le « faire », d'autre part. Claudine Badey-Rodriguez (1997) prône dans ce sens une animation relationnelle, de proximité et plus individuelle afin de cerner cette étincelle de vie, ce quelque chose qui raccroche chaque individu à son existence, ce désir de vivre.

Vers la fin du XX^e siècle, le champ gérontologique se voit investi par le secteur commercial. Il s'agit d'un marché intéressant et florissant. Les entreprises proposant des activités et des loisirs aux retraités fleurissent, les structures d'hébergement se multiplient. Pour les institutions accueillant les seniors, l'augmentation de l'offre crée la concurrence. L'animation devient alors un argument de vente (Amyot, 1994) ou un instrument de marketing. De ce fait, l'animation contribue à la promotion de l'établissement et devient une devanture reflétant la qualité de vie et l'offre de prestations internes : Vercauteren et Hervy (2002) parlent dans ce contexte d'« animation-vitrine ». Aujourd'hui, les établissements médico-sociaux se questionnent sur leur avenir. Leur public est de plus en plus âgé, avec de plus en plus de comorbidités. Ils s'interrogent sur la place

qu'ils peuvent jouer à l'avenir dans le quartier pour les habitants âgés et dans un contexte de politique de maintien à domicile.

Ce bref panorama historique de l'animation auprès des personnes âgées montre l'évolution du métier. D'activités collectives et occupationnelles, nous passons à des approches plus individualisées qui tiennent compte des « désirs » des personnes âgées et de leurs ressources. Du côté des institutions, l'évolution du vocabulaire est intéressante à souligner, les institutions asilaires devenant des établissements médico-sociaux et les vieillards nécessiteux, des résidants. On observe aussi une professionnalisation du secteur d'animation auprès des seniors où les outils et techniques méthodologiques tels que la conduite de projet, la démarche qualité, l'évaluation des actions et des résultats sont appliqués et se généralisent. Par ailleurs, de plus en plus d'institutions inscrivent l'animation dans leur projet institutionnel, ce qui lui confère une meilleure reconnaissance. Néanmoins, pour l'heure, l'animation auprès des personnes âgées restent prioritairement rattachée au travail en institution. L'animation socioculturelle y est considérée comme un plus, une valeur ajoutée. Elle reste cependant largement minorisée face au corps médical et de soins.

Deux recherches portant sur le quotidien à domicile des personnes âgées

Deux recherches récentes sur les seniors menées dans le canton de Genève sont à signaler. La première, se basant sur une démarche ethnographique, s'est déroulée entre 2017 et 2022 et avait pour thématique les usages de l'espace urbain par les personnes âgées (Armbruster Elatif, 2022, 2024). Dans cette recherche, l'intérêt s'est porté sur les actions, les phénomènes locaux et de proximité des personnes âgées. Durant deux années, vingt d'entre elles, âgées de 66 à 87 ans et vivant dans deux quartiers distincts de Genève, l'un situé au centre-ville, l'autre dans une commune suburbaine, ont participé à la recherche. Le dispositif méthodologique s'est composé de parcours en marchant, d'entretiens narratifs et d'une approche de photo-élucidation. Ainsi, avec 192 rencontres réalisées durant l'enquête de terrain, l'empirie occupe une place centrale dans ce travail.

Les résultats de cette recherche soulignent, premièrement, l'importance grandissante du domicile, du « chez-soi », avec l'avancée en âge. Il constitue un espace de confiance primordial pour les personnes âgées. Le domicile est leur lieu d'ancrage, leur « cocon » comme les enquêtés le précisent non sans émotion. Il existe une relation dynamique, un fort attachement, une familiarité entre la personne et son entourage matériel (Thévenot, 2006). Les enquêtés témoignent de leur difficulté ou de leur réticence à quitter l'« abri » domiciliaire par des expressions telles que « je me donne du courage », « je me force à sortir au moins une fois par jour ». Ainsi, la recherche montre que sortir devient une épreuve contraignante, voire pénible, redoutée par les personnes âgées. Ces hésitations s'observent principalement chez les répondants rencontrant des problèmes de santé et dont l'aise à domicile commence à vaciller. L'absence de professionnels du social dans le contexte du domicile interroge. Cette recherche souligne l'importance du contact social pour les personnes du grand âge, au domicile comme dans l'espace urbain. Tout au long de cette démarche, il apparaît que nos rendez-vous étaient attendus, souhaités, voulus. Ils offraient l'occasion et une raison aux personnes de sortir, sans aucun caractère obligatoire. Les parcours, librement définis par les enquêtés, avaient pour principale source de motivation la flânerie, le loisir, le plaisir et l'exploration. De plus, les échanges avec d'autres passants connus ou non étaient fréquents lors de ces sorties. Pour quelles raisons alors les personnes âgées ne sortent-elles pas davantage à l'extérieur de leur

domicile ? Comment trouver cet élan pour quitter son domicile rassurant, maîtrisé et entrer dans l'espace urbain imprévisible, étranger, insécurisant ? Le travailleur social peut donner cet élan à se préparer, à ouvrir la porte et à entrer dans l'espace urbain. Il jouerait ainsi un rôle d'interface entre le dedans et le dehors.

Deuxièmement, la recherche met également en relief la planification fine du moindre déplacement, à l'instar des courses où la personne choisit l'horaire de sortie, la trajectoire la plus adéquate en fonction de la saison, de sa condition physique et du temps à sa disposition. Ainsi, elles sortent à une certaine heure, quand il ne fait pas encore trop chaud en été et quand le risque de chute sur du verglas est moindre en hiver. Les seniors ont besoin de confiance et de la planification pour être en mesure d'accomplir un ensemble de choses. Individuellement, ils sont exposés à des incertitudes que les personnes plus jeunes ne perçoivent ou ne ressentent pas. D'une certaine manière, les personnes âgées doivent hypertrophier la planification de leur sortie pour avoir l'assurance de pouvoir bien vivre leur vieillesse. Il importe de les aider dans cette voie. L'entourage de proximité, les professionnels intervenant à domicile, tout comme les équipements techniques y contribuent.

À cet égard, l'étude signale que l'usage et la maîtrise de ces équipements diffèrent fortement d'une personne à l'autre. La formation des seniors aux outils et à ces nouvelles technologies est déficiente. Les équipements semblent mal ajustés aux besoins des utilisateurs. Aucun accompagnement n'est proposé concernant l'acceptation de ces objets. Il est apparu que les enquêtés vivaient un premier mouvement de rejet face à l'objet, avant de pouvoir dépasser leur gêne, se familiariser, apprivoiser, voire assimiler, cette « chose » (comme ils appellent majoritairement leur déambulateur). Ces équipements sont censés être une aide précieuse pour réactiver, maintenir et prolonger leur mobilité. En réalité, ils emplissent davantage d'incertitudes la planification de l'activité. Cette recherche montre la nécessité qu'ont les personnes âgées de planifier leur vie en fonction de leur environnement. La formation et l'accompagnement dans l'utilisation des objets techniques nécessitent des réponses de nature politique pour que ces objets constituent un soutien véritable et efficace à cette planification.

Enfin, il a été surprenant de constater que les répondants ne se sont que rarement plaints de leurs conditions de vie. Pourtant, ils bataillaient un maximum pour garder leur autonomie. Chaque perte est vécue à contrecœur, avec difficulté et douleur. Cette absence de mise en débat dans le discours par eux est-elle due au profil retenu pour cette recherche ? Il s'agit de personnes appartenant à une classe sociale avec des revenus faibles à moyens. Elles ont peut-être moins l'habitude, les outils ou l'habileté à revendiquer et à s'inscrire dans le débat public. Ou alors, l'explication se trouverait-elle plutôt dans l'absence d'un mouvement de mobilisation par lequel les personnes du grand âge articuleraient leur niveau de besoins, leurs registres de vulnérabilité et de fragilité ?

La deuxième recherche, *Tissons la toile*, s'étend de 2022 à 2023 (Armbruster Elatif et al., 2023). Elle a été commandée par la Plateforme du réseau seniors Genève. Créée en 2005, cette Plateforme rassemble aujourd'hui 87 associations et organismes publics actifs dans différents domaines concernant les personnes âgées dans le canton. Le mandat de la Plateforme, donné à une équipe interprofessionnelle et interdisciplinaire ralliant la Haute école de travail social Genève (HETS) et la Haute école de santé Genève (HEdS), consistait à étudier des modalités de coordination de proximité pour lutter contre l'isolement social dans un quartier. La recherche est ancrée dans une approche de recherche-action participative (Camden et Poncet, 2014, Cusack et

al., 2018). En plus d'une observation du territoire, des entretiens ont été menés avec, d'une part, des professionnels de la santé et du social, et, d'autre part, des acteurs associatifs, des commerçants et des habitants. Au total, 34 entretiens ont été réalisés avec des acteurs informels du quartier Champel.

Sur la base de l'étude de terrain, une modélisation de coordination des acteurs a été proposée afin d'améliorer la lutte contre l'isolement social des seniors. Elle repose sur plusieurs recommandations. Premièrement, l'isolement social ne concerne pas seulement les personnes âgées. Le dispositif doit s'adresser à tout public et mettre les personnes concernées au centre. Pour cette raison, il est proposé de réaliser en amont un diagnostic local sur la question de l'isolement social en invitant au débat les habitants, les usagers, les professionnels et toutes personnes intéressées par le sujet. À ce stade, il est également important de convoquer les personnes ayant pour mandat de planifier, la ville, soit des urbanistes, des architectes, des régisseurs, etc.

Deuxièmement, les réseaux de coordination se limitent majoritairement aux acteurs formels. Le dispositif proposé dans cette recherche intègre les acteurs informels du quartier, car il s'agit de transmetteurs d'informations prioritaires par leur proximité au quotidien avec les habitants. Toutefois, il ressort des résultats de l'étude qu'il importe de les approcher, d'aller vers et au-devant d'eux. Ce travail d'approche doit être réalisé par des professionnels appelés coordinateurs de proximité dans l'étude.

Troisièmement, pour dépasser une pratique en silo et un fonctionnement par spécialisation, l'ensemble des acteurs doivent développer une vision commune. Actuellement, le devoir de discréption et le secret de fonction sont un frein à la communication et au partage d'informations, ce qui constitue une difficulté majeure pour toute coordination interdisciplinaire.

Quatrièmement, le dispositif révèle l'importance de partir du local et de l'existant. Il a toute sa pertinence au sein d'un quartier ou d'un territoire restreint afin de développer la dimension de proximité. Le local permet également de s'appuyer sur les ressources et les potentialités existantes. C'est pourquoi, le dispositif doit être flexible et adaptable en fonction des spécificités du territoire d'implantation. Une telle souplesse ne signifie toutefois pas l'absence de formalisation claire au niveau de l'organisation et la contractualisation du dispositif. Enfin, le soutien des politiques, un ancrage législatif et des moyens financiers suffisants sont indispensables à un tel dispositif novateur.

Le dispositif obtenu dans cette recherche est centré social et non pas santé, ce qui va à l'encontre de la plupart des structures de coordination connues à ce jour dans le champ gérontologique. Il est porté par des travailleurs sociaux présents et visibles dans le quartier. Leur mission est de monter un réseau de proximité incluant les acteurs informels du quartier (commerces, associations, habitants), mais aussi les professionnels formels de terrain.

Enjeux des politiques publiques concernant les personnes âgées

La Suisse est un État fédéral. Les différentes compétences sont donc réparties entre la Confédération, les cantons et les communes selon le principe de subsidiarité, ce qui signifie que la responsabilité d'une action publique, lorsqu'elle est nécessaire, doit être allouée à la plus petite entité capable de résoudre le problème. La Confédération n'a pas développé de politique transversale de la vieillesse. Elle a uniquement la charge de la prévoyance vieillesse (système des 3 piliers) et sanitaire (assurance maladie, financement des soins de longue durée). Les cantons se préoccupent des tâches d'organisation (éducation, police, transport, hôpitaux, etc.). Concernant

Genève, le canton s'occupe principalement des soins à domicile et en établissement médico-social (EMS), des prestations complémentaires et des proches aidants. Depuis 2023, il se penche sur un « plan cantonal du vieillissement ». Ce sont les communes qui forment la plus petite unité politique suisse. Elles sont chargées de toute action et politique de proximité concernant les résidents sur leur territoire. Depuis 2017, une loi (LRT-1)¹ énonce les politiques de proximité que les communes genevoises doivent développer pour accompagner socialement les personnes âgées vivant dans leur enceinte (Plateforme, 2019, 2023). Il s'agit de la lutte contre l'isolement social et l'exclusion, l'accès à l'information et l'accessibilité des prestations, la participation et la reconnaissance sociale ainsi que l'aide aux tâches de la vie quotidienne hors-soins (aide administrative, etc.). Si la vieillesse et le vieillissement concernent de près ou de loin l'ensemble de ces domaines, de ces politiques publiques et de ces échelons, ce bref descriptif de la politique suisse et genevoise révèle un morcellement des responsabilités, une hétérogénéité des réponses et une difficulté de coordination et de transversalité des politiques mises en place par les différents acteurs.

Comme d'autres pays européens, la Suisse a misé sur le renforcement des politiques de maintien à domicile en étendant la prise en charge publique des soins domiciliaires comme réponse aux enjeux liés au vieillissement de sa population et à l'augmentation des soins de longue durée (Geiser, 2023). L'objectif premier de cette mesure est de retarder, voire d'éviter, l'institutionnalisation des personnes âgées considérée comme plus coûteuse. Ces politiques de maintien à domicile ont été déployées dès les années 1980-1990 et se basent sur les principes du nouveau management public (NPM) comme le renforcement de la performance ou l'amélioration de la satisfaction du client. Elle met au centre la promotion de l'autonomie des différents acteurs. Pour ce faire, les institutions garantissent d'investir des modèles de soins centrés sur les bénéficiaires et reposant sur leur participation. Cependant, cette promotion de l'autonomie découle des politiques d'activation qui concernent prioritairement les secteurs de l'emploi et de la réinsertion et non des soins. Concernant les personnes âgées, un tel système fonctionne bien à condition que les individus « dont le pouvoir d'agir est fondé sur la capacité d'indépendance face à leurs inclinations, leur contexte social et interactionnel » (Geiser, 2023, p.21) soient rationnels et souverains. Il en va tout autrement pour des personnes fragilisées et vulnérables, dépendantes de leur contexte pour pouvoir faire entendre ce qui compte pour elles et agir en conséquence. Dans ce modèle, il n'y a pas de place à « une dignité qui prendrait en compte la fondamentale vulnérabilité de chacun » (Pattaroni, 2005, p.197).

Il est demandé aux professionnels d'appliquer des modèles d'intervention, des procédures et des processus pour évaluer objectivement la situation de prise en soin. Toutefois, l'évaluation d'une situation et l'intervention dépendent toujours de la manière dont l'individu reçoit et traite les informations. De ce fait, elles sont toujours le résultat d'une « interprétation de circonstances factuelles ou imputées », vague, ambiguë et relative (Cicourel, 2018, p.128). Les outils, élaborés par des spécialistes pour un terrain donné, poursuivent un objectif d'efficacité et d'efficience davantage qu'ils ne visent le rapport à l'autre, l'accueil et la familiarité. Les professionnels interviennent pour effectuer une tâche précise, dans un temps donné, facturée au bénéficiaire. Dans une telle perspective managériale, ils n'ont pas la possibilité d'écouter attentivement, patiemment, la personne à soigner, ce qui constituerait un prérequis pour que la coordination et la collaboration se passent bien. Enfin, s'agissant des institutions, elles font face à une pénurie de main d'œuvre et à des contraintes financières. Elles portent en elles une dichotomie entre les exigences d'un travail

1. <https://silgeneve.ch/legis/index.aspx>

dans l'intimité, la familiarité soutenant l'intervention à domicile et les modes de gouvernance institutionnelle fondés sur le rendement.

Aujourd'hui, il est largement reconnu que l'espace urbain joue un rôle important dans l'avancée en âge, tout autant, voire plus, que le domicile. Cependant, le constat est sans équivoque : il existe un véritable fossé entre le discours politique, les pratiques institutionnelles et les pratiques quotidiennes des populations qui peuplent les villes, qu'il s'agit d'ajuster, de faire concorder davantage. Nos recherches le montrent, l'espace urbain est fortement « handicapogène » avec les nombreuses épreuves que réserve la ville avec ses escaliers, ses traversées, le rythme et le flux, ses trottoirs, etc. Le cheminement à travers la cité demande une adaptation continue aux aspérités du terrain. En ce sens, lors de la conception de la ville, le regard devrait être porté sur les usages qu'ont ses habitants de l'espace urbain. Ainsi, il est possible d'induire une autre manière de penser les espaces, leurs équipements et leurs aménagements afin d'y engendrer des usages pluriels et polychroniques au lieu de définir en amont des espaces en fonction de segments de la population spécifiques comme les places de jeux pour enfants, les *skate-parks* pour les jeunes, etc.

Par ailleurs, l'espace urbain constitue un monde en commun et se partage avec d'autres individus. Il offre des possibilités de rencontrer autrui, connu et inconnu. Il s'avère que la ville ouvre à des interactions fugaces, impromptues et imprévues. Ces liens ténus (Burton-Jeangros et al., 2017, Deml, 2018, Armbruster Elatif, 2022) sont constitués de rencontres et d'échanges tissés à travers « des pratiques routinières et quotidiennes au sein du quartier ainsi que des observations et interactions répétées avec ceux qui partagent le même espace urbain » (Pignolo et Hummel, 2024, p.15). Ils occupent une place importante dans le quotidien des personnes âgées. Ils expriment leur savoir-faire social, leur capacité à établir, maintenir et enrichir des réseaux de ressources. Ils semblent relever davantage de l'engagement avec autrui, dans une quête de sens et de reconnaissance par l'autre. L'ensemble de ces éléments permet l'engagement et la prise sur le monde. Dans ce processus d'apprivoisement à l'échelle d'un quartier, les commerces de proximité tiennent une place centrale en créant de la familiarité, mais également en entretenant des espaces de sociabilité. Or, face au commerce en ligne et les grandes enseignes, ils se raréfient ou sont inégalement répartis sur le territoire, créant ainsi des disparités au niveau de leur accès. La politique publique a un rôle à jouer pour soutenir ces commerces de proximité pour garder les quartiers vivants et accueillants.

Les différents âges, étapes et cycles de la vie humaine sont une construction sociale. Les représentations sociales de la vieillesse et du vieillissement ont beaucoup varié tant dans le temps que dans l'espace et, avec elles, le statut social des seniors. Dans la société occidentale aujourd'hui, les représentations des personnes âgées ont une coloration négative. Elles comportent surtout des images en lien avec la baisse des compétences et une diminution de l'attractivité extérieure. La vision de la vieillesse et du vieillissement est largement dominée par l'étiquette de la maladie, de la dépendance, des pertes, des déficiences et de la mort. Il devient urgent de transformer ce regard en mettant davantage en avant comment les personnes concernées vivent l'avancée en âge dans leur corps, leur espace, leur vie, leurs relations avec autrui. Il s'agirait de traiter la vieillesse et le vieillissement non pas comme un état négatif, mais de façon pragmatique, comme une réalité positive (Guichet et Hennion, 2009), sans vouloir minimiser les contraintes. Or, nous l'avons vu, les politiques de la vieillesse et du vieillissement restent amplement articulées à la problématique générale des soins et des dépendances, un problème sanitaire et économique. Une politique plus transversale entre les domaines de la santé et du social est requise afin de garantir une politique cohérente pour les personnes âgées et ainsi mettre fin à cette association contre nature de l'avancée

en âge avec la santé uniquement. Une telle vision a pour conséquence un manque de connaissance et de conscience des problématiques réelles de la vieillesse et du vieillissement au-delà des soins et de l'aide sociale, tels que les transports, la mobilité, l'aménagement urbain et le logement.

Enfin, il était déroutant de constater que les personnes âgées de nos enquêtes ne se sont que rarement plaintes de leur condition de vie. Lors de nos présences sur le terrain, nous avons pu nous apercevoir que l'espace familial du domicile pouvait se transformer en un espace étranger à soi. Ainsi, certaines personnes, dont l'autonomie diminuait, se voyaient « enfermées » dans leur domicile, dépendant de plus en plus d'autrui ou s'isolant. La plupart des personnes âgées ne s'en plaignaient pas, semblant se satisfaire de la situation, gardant pour elles-mêmes ces souffrances les touchant intimement. Nous postulons que, dans leur cas, la difficulté réside dans le fait de monter les problèmes de la sphère intime et du plan personnel, qui sont majoritairement investis par elles, vers la sphère publique et de revendication. Les politiques publiques devraient davantage combattre ce manque de mobilisation et faire entrer les réalités de vie au quotidien des personnes âgées dans le débat public.

Apports de l'animation socioculturelle au champ de la vieillesse et du vieillissement

La gérontologie s'est développée dans les années 1960 autour de la question de la prise en charge des seniors. Le travail social n'a pas investi rapidement ce champ. De ce fait, les travailleurs sociaux se sont trouvés dans un univers largement régi par la médecine et les soins. Aujourd'hui, l'animation socioculturelle est présente dans le champ gérontologique et sa place n'est pas remise en cause. Cependant, les professionnels travaillent prioritairement dans les institutions accueillant les personnes âgées. Avec le vieillissement démographique et la politique du maintien à domicile, de nouveaux défis se posent à la profession. Dans cette perspective, l'animation socioculturelle pourrait « jouer un rôle crucial dans la construction d'un avenir plus juste, plus inclusif et plus démocratique » (Lafontaine, 2024).

Puisque la politique publique en matière de vieillesse est marquée par le morcellement et une vision basée sur l'efficacité et l'économie, nous prônons, au contraire, qu'il faille viser la transversalité, l'interdisciplinarité, l'intersectionnalité et le réseautage. Le vieillissement démographique nécessite *a minima* une articulation forte entre les domaines des soins et du social. Cela passe déjà au niveau politique par la suppression de deux départements distincts. Au niveau local, il s'agit de créer un réseau solide avec des équipes soudées, composées de plusieurs professionnels des différents champs et une « intégration d'un savoir à partir de plusieurs savoirs » (Tribonnière et Gagnayre, 2013, p.166). Les compétences du travail social sont différentes, mais complémentaires de celles relevant du domaine sanitaire. L'animation socioculturelle est un « métier du lien », de la reliance (Della Croce, Libois et Mawad, 2011, p.141). Elle porte en elle des valeurs fondamentales de démocratie et de solidarité. Une de ses fonctions est la coordination, ce qui signifie savoir travailler en transversalité, en coopération interindividuelle et en action commune concertée. Une telle approche permet de mobiliser des ressources, de développer des projets et de stimuler les échanges avec les différentes catégories de professionnels et de populations afin de mieux intégrer ces derniers « dans les processus sociétaux et politiques » (Sterchi et Bauer, 2025, p.23). L'animation socioculturelle est outillée pour œuvrer à réfléchir, à collaborer, à travailler ensemble, tout en intégrant le public cible. La construction du rapport et du lien à l'autre doit être portée aussi bien par les dispositifs institutionnels que par les compétences spécifiques des professionnels. Ils forment la base d'une construction et du maintien des solidarités contemporaines.

La politique du maintien à domicile se centre sur le lieu de vie de la personne. C'est dans le chez-soi qu'est dispensée la majorité des prestations et des services, assumés par les acteurs de la santé. L'absence des professionnels du social dans le contexte du domicile doit être interrogée. Les recherches soulignent l'importance du contact social pour les personnes du grand âge, au domicile comme dans l'espace urbain. De plus, le concept de l'habiter montre que le chez-soi constitue un espace de stabilité, d'attachement, de confiance et de bienveillance. C'est à partir de cet ancrage que la personne pourra oser s'engager, s'ouvrir en toute sécurité sur l'extérieur, la rue, la ville et le monde (Breviglieri, 2012). Aujourd'hui, l'isolement social est reconnu comme une véritable problématique de santé publique touchant les personnes âgées à domicile. Dès lors, la question se pose de savoir comment prévenir et lutter contre le risque d'isolement social.

Nos recherches montrent qu'il faut un objectif, une motivation ou un élan pour quitter son domicile rassurant et maîtrisé pour entrer dans l'espace urbain imprévisible et insécurisant. L'animateur socioculturel peut donner cet élan à se préparer, à ouvrir la porte et à entrer dans l'espace urbain. Il jouerait ainsi un rôle d'interface entre le dedans et le dehors, entre l'individu et le collectif. Il rend possible le maintien de réseaux de relations favorisant des formes, même minimales, d'insertion sociale et de lutte contre l'isolement social. Ce travail entre le dedans et le dehors doit se baser sur les principes de libre adhésion et de participation. Il s'agit de valeurs fondamentales de l'animation socioculturelle. De cette manière, les personnes concernées prennent part aux prises de décisions qui les concernent, gagnent en autodétermination et en confiance en soi, (re)deviennent acteurs de leur propre vie. L'animation socioculturelle, justement, ne vise pas la résolution de problèmes, mais part des capacités, des potentialités et des ressources des individus et des groupes. Sur la base de ces réflexions, ne devrait-on pas, comme le prône Pattaroni (2005), restituer une « dignité à l'être vulnérable », laquelle ne passe pas par « l'épreuve de son autonomie, mais plus fondamentalement par la reconnaissance de sa singularité » ? Une telle revendication questionne la politique de santé menée aujourd'hui, qui met davantage de l'avant la responsabilité individuelle de vieillir en bonne santé plutôt que la sollicitude, les besoins plutôt que les désirs, les obligations plutôt que les possibilités. Comme le suggèrent Lafourture et Picard-Borduas (2024), les politiques publiques devraient s'orienter vers une approche plus personnalisée et collaborative, plus axée sur la reconnaissance de la dignité et de la spécificité de tout individu pour encourager l'inclusion sociale. C'est à ce prix seulement que nous créons une société qui permet à ses membres de poursuivre une vie bonne dans un monde juste.

En matière de politique urbaine, le constat est sans appel. Avec le vieillissement démographique, le nombre de personnes âgées à domicile va augmenter considérablement. Elles occuperont l'espace urbain, y développeront leurs habitudes, leurs rituels, leurs liens et leurs interactions. Le défi réside dans le fait d'investir le champ émergeant qu'est le domicile et le milieu ouvert pour elles. Le travail social hors murs existe, mais est centré sur la jeunesse. Nous proposons d'élargir l'intervention en milieu ouvert aux seniors. D'une part, il s'agit pour les professionnels d'aller à leur rencontre là où elles vivent pour connaître, puis faire connaître leurs besoins et leurs aspirations. Il s'agit de donner la parole aux personnes qui ne s'expriment que rarement, en les rencontrant dans leur quotidien, dans les espaces et les lieux qu'elles investissent, fréquentent et occupent. Ainsi, il sera possible qu'elles participent à la vie sociale et culturelle de leur quartier, se sentant appartenir à la communauté. D'autre part, les recherches ont mis en avant la présence dans l'espace urbain d'acteurs rarement pris en considération dans la réflexion sur les défis liés à la vieillesse et au vieillissement. Nous l'avons constaté, les commerces de proximité jouent un rôle important au niveau de l'intégration et du vivre-ensemble à cette échelle. L'animation socioculturelle peut

ceuvrer à la construction de liens forts avec ces acteurs pour soutenir la cohésion sociale et prévenir les inégalités sociales.

La recherche sur la coordination dans la lutte contre l'isolement social a abouti à esquisser le portrait de professionnels de proximité ou « faiseurs de quartier » (Lehec et Gaberell, 2025) occupant l'espace, étant présents, visibles et ouverts à la rencontre, jouant un rôle de confiance, de confidence, d'intermédiation aussi bien auprès des personnes âgées que d'autres acteurs locaux, formels, informels, politiques, etc. La coordination autour de l'isolement social nécessite de nouvelles approches et interventions privilégiant la proximité, qui émergent dans le sillage de la politique de densification des villes. Le développement urbain n'épargne pas des processus inégalitaires, d'inclusion et d'exclusion. Il est crucial de ne pas oublier les personnes âgées dans la « fabrique » de la ville. Les animateurs sont appelés à jouer cette fonction de « facilitation » (Gillet, 1996, p.130) afin de rendre les villes accueillantes et accompagner les transitions et reconfigurations de l'urbain (Garcia et Dubath, 2024). Sans l'intervention de travailleurs sociaux, la ville se situe loin de l'idéal d'inclusion démocratique pour les différents segments de population qui l'habitent. Au contraire, l'espace urbain forme davantage un lieu où de multiples formes de discrimination se jouent en fonction de la position des différents acteurs dans la matrice des relations de pouvoir. Dans ces espaces d'action locale, l'animation socioculturelle peut jouer un rôle crucial remplissant trois fonctions inséparables : « permettre l'expression des difficultés vécues, faciliter la communication entre les différents acteurs sociaux et politiques, promouvoir et appuyer toute action qui permette de créer de la confiance et de la solidarité » au sein d'une société diversifiée (Déclaration, 2011, p.4).

Enfin, sur le plan politique, il s'agit de s'attaquer à un changement de perception de la vieillesse et du vieillissement. Les représentations sociales fondamentalement dévalorisantes liées à cette étape de la vie prévalent aussi dans la profession. Ce champ d'intervention reste largement ignoré ou méconnu par les professionnels, la formation et la recherche. Cet « oubli » ajoute à la difficulté d'amener au débat public les souffrances vécues par les personnes âgées dans la sphère de l'intime et du familial. Un des noyaux durs du métier de l'animation socioculturelle est sa vocation « transformatrice », de changement social (Lafortune et Picard-Borduas, 2024 ; Greffier, 2024 ; Déclaration 2011) pour défendre une société plus juste et équitable. Dans cette logique, l'animation socioculturelle s'inscrit dans une volonté de mobilisation, d'émancipation, de promotion sociale et individuelle, de lutte contre les inégalités sociales et les discriminations.

Pour ce faire, l'animateur « militant » (Gillet, 1996, p.130) ou acteur de « combats et porteur d'utopies » (Richelle, 2021, p.39) favorise les logiques collaboratives, le faire-ensemble, les interactions participatives entre individus et groupes et l'intervention de proximité. Cette posture se situe à contre-courant de la disposition générale à rendre l'individu seul responsable de son destin social. L'animation peut, au contraire, donner une visibilité aux malaises sociaux en invitant à agir collectivement sur le quotidien et ses déterminants, à encourager l'expression des populations les plus vulnérables, à initier des projets participatifs en partant des besoins, du quotidien, des conditions de vie et des aspirations des personnes concernées (Déclaration, 2011).

Conclusion

Dans les années à venir, la question du vieillissement de la population et de l'intégration des personnes âgées dans la société se posera de manière de plus en plus pressante. Ce défi ne saurait être traité uniquement sous l'angle médical, car l'isolement social, qui affecte de nombreux seniors, n'est

pas une maladie en soi. Il s'agit plutôt d'une problématique profondément ancrée dans l'évolution sociétale, où l'individualisation croissante, encouragée par le modèle néolibéral, met l'accent sur la responsabilité individuelle au détriment des dynamiques collectives. Or, le vieillissement ne relève pas uniquement de facteurs individuels, mais il est aussi une question de ressources, de contexte et de statut social. Dès lors, il devient impératif de repenser l'accompagnement des seniors en tenant compte de leur place dans la vie sociale et politique. C'est dans cette perspective que l'animation socioculturelle joue un rôle fondamental : en proposant des espaces d'échange, de participation et de valorisation, elle contribue à bâtir une société plus inclusive, démocratique et solidaire. Toutefois, plusieurs obstacles freinent encore son déploiement dans le champ du vieillissement.

L'animation socioculturelle dispose d'une expertise avérée dans le domaine gérontologique, mais son action reste majoritairement cantonnée aux institutions, comme les maisons de retraite et les centres d'accueil de jour. Par ailleurs, historiquement, les professionnels de l'animation interviennent essentiellement auprès des jeunes et dans les quartiers avec des approches collectives. En revanche, l'intervention au domicile des personnes âgées demeure encore marginale et peu développée. Pourtant, ce champ d'action émergent représente une opportunité pour redéfinir les approches professionnelles en valorisant les ressources et les capacités d'adaptation des individus, plutôt que de se concentrer uniquement sur leurs pertes et leurs fragilités. L'enjeu consiste donc à concevoir des interventions qui placent au cœur du dispositif le désir et le plaisir des personnes âgées, en favorisant leur autonomie et leur capacité à s'auto-organiser. Cela suppose d'adopter une approche basée sur les compétences et le potentiel des individus plutôt que sur leurs déficiences. Ce manque de reconnaissance politique de l'expertise des professionnels de l'animation constitue un frein majeur pour ouvrir les portes de l'animation au domicile.

Un autre obstacle majeur réside dans la place dominante qu'occupe le secteur médical dans le champ de la gérontologie. Aujourd'hui, les politiques publiques tendent à associer la vieillesse à des questions de santé, de maladie et de coût économique. Cette vision biomédicale de l'âge avancé réduit considérablement les marges de manœuvre pour développer des initiatives socioculturelles en faveur des seniors. Il devient donc essentiel de modifier cette approche et de considérer d'abord la personne âgée comme un être social avant d'être un patient. Le cloisonnement entre les secteurs du social et de la santé constitue ainsi une barrière supplémentaire. La culture professionnelle dans le domaine médical est fortement marquée par le secret professionnel et la confidentialité, ce qui limite les échanges interdisciplinaires. Or, pour favoriser un accompagnement global et efficace des personnes âgées, une collaboration étroite entre les différents acteurs est indispensable. Cela nécessite un engagement politique clair en faveur d'une approche transversale et intégrée du vieillissement.

Malgré son rôle crucial, l'animation socioculturelle est souvent perçue comme une activité secondaire par rapport aux soins médicaux et sociaux. Cette perception limite non seulement les ressources allouées à ce secteur, mais réduit également le soutien institutionnel dont il bénéficie. Contrairement aux actes médicaux, dont l'impact est immédiatement visible et mesurable, les effets positifs des activités socioculturelles sur le bien-être et l'autonomie des personnes âgées sont plus difficiles à quantifier et à valoriser. Il s'avère donc primordial de rendre visible le travail effectué par les animateurs afin de démontrer son impact sur la qualité de vie des seniors. Le manque de financement représente un autre frein majeur. Faute de budgets suffisants, les projets d'animation destinés aux personnes âgées restent souvent limités en portée et en ambition. Pourtant, un investissement accru dans ce domaine permettrait non seulement d'améliorer l'inclusion sociale des seniors, mais aussi de prévenir de nombreuses situations de détresse et d'isolement.

Pour que l'animation socioculturelle puisse pleinement jouer son rôle auprès des personnes âgées, il est essentiel de renforcer la formation des professionnels du secteur. Il convient d'intégrer des modules spécifiques sur les enjeux du vieillissement et les techniques d'intervention adaptées à ce public. Par ailleurs, il est crucial de combattre les stéréotypes et les représentations négatives de la vieillesse qui freinent encore l'engagement des animateurs dans ce domaine.

Pour surmonter ces obstacles, il est impératif de militer pour une reconnaissance accrue de l'animation socioculturelle dans les politiques publiques. Les animateurs doivent s'imposer comme des acteurs du changement, en luttant contre l'isolement social et la marginalisation des personnes âgées. Cette démarche ne concerne pas uniquement les seniors, mais s'inscrit dans une réflexion plus large sur l'inclusion des publics minorisés, tels que les familles monoparentales, les personnes migrantes et les jeunes en situation de précarité.

L'animation socioculturelle a le potentiel de transformer en profondeur la manière dont le vieillissement est abordé socialement. En s'impliquant activement dans ce domaine, elle contribue à construire un modèle de société plus juste, solidaire et démocratique. Les professionnels de l'animation disposent des compétences nécessaires pour déconstruire les représentations négatives du vieillissement et renforcer le travail en réseau avec l'ensemble des acteurs concernés. En investissant ce champ, l'animation socioculturelle prouve non seulement sa capacité d'adaptation aux mutations du monde, mais aussi sa créativité et son rôle moteur dans l'émergence d'une ville hospitalière, durable et inclusive. Il est temps de lui accorder la place qu'elle mérite afin de garantir à chaque individu, quel que soit son âge, une existence digne et enrichissante.

Références

- Amyot, Jean-Jacques (1994), *Travailler auprès des personnes âgées*. Dunod.
- Armbruster Elatif, Ulrike (2024), *Les usages de l'espace urbain par les personnes âgées*. Seismo.
- Armbruster Elatif, Ulrike et al. (2023), *Tissons la toile*. Rapport de recherche : Haute école de travail social.
- Armbruster Elatif, Ulrike (2022), Les usages de l'espace urbain par les personnes âgées : une étude ethnographique. Thèse de doctorat : Sciences de la société, Université de Genève.
- Armbruster Elatif, Ulrike et Alexandre Lambelet (2022), L'animation auprès des personnes âgées : une diversité de territoires à investir. Dans Armbruster Elatif et al. (dir.), *Enjeux des territoires pour l'animation socioculturelle*. Éditions HETSL, p.125-142.
- Armbruster Elatif, Ulrike (2008), *L'animation auprès de la personne âgée dans le canton de Genève*. Rapport de recherche : Haute école de travail social, Genève.
- Badey-Rodriguez, Claudine (1997), *Les personnes âgées en institution : vie ou survie*. Seli Arslan.
- Barranger, Anelyse, Vercauteren, Richard et Marie-Christine Vercauteren (1995), *Animer une maison de retraite*. Erès.
- Bois, Jean-Pierre (1989). Les vieux, de Montaigne aux premières retraites. Fayard.
- Breviglieri, Marc (2012), L'espace habité que réclame l'assurance intime de pouvoir : un essai d'approfondissement sociologique de l'anthropologie capacitaire de Paul Ricoeur, *Études Ricoeurriennes / Ricoeur Studies*, n°3, p.34-52.
- Burton-Jeangros, Claudine, Hummel, Cornelia et Loïc Riom (2017), *Vieillissement et espaces urbains*. Sociograph-Sociological Research Studies, Université de Genève.
- Cavalli, Stefano (2002), *Vieillards à domicile, vieillards en pension : une comparaison*. Réalités sociales.
- Camden, Chantal et Frédérique Poncet (2014), Recherche-action participative : nouvelles perspectives. Dans Tétreault, Sylvie et Pascal Guillez (dir.), *Guide pratique de recherche en réadaptation*. De Boeck Supérieur, p.383-422.
- Chastonay, Philippe et al. (2018), The Health of Older People in Switzerland. *Journal of Public Health International*, n°2, p.5-8.
- Cicourel, Aaron (2018), *La justice des mineurs au quotidien de ses services*. Éditions ies.
- Cusack, Cheryl et al. (2018), Participatory action as a research method with public health nurses. *Journal of Advanced Nursing*, 74(7), p.1544-1553.
- Déclaration pour l'animation socioculturelle : affirmer une continuité historique et affronter les défis actuels (2011). Haute école de travail social Genève.
- Della Croce, Claudia, Libois, Joëlle et Rima Mawad (2011), *Animation socioculturelle : pratiques multiples pour un métier complexe*. L'Harmattan.
- Deml, Michael (2018), La force des liens ténus pour mieux vivre en ville. *REISO, Revue d'information Sociale*, [en ligne].
- Filipp, S.-H. (Kurseinheit Feb. 2010). MAS Gerontologie Bern: Lebensgestaltung 50+. Bern: Unveröffentlichtes Vorlesungsskript.
- Garcia Delahaye, Sylvia et Caroline Dubath (2024), Recrudescence de la pauvreté urbaine en Suisse : L'animation en tant qu'action communautaire auprès des familles sans-abri. ATPS, n°26, p.159-178.
- Geiser, François (2023), *Logiques et formes de la promotion de l'autonomie dans le maintien à domicile des personnes âgées*. Thèse de doctorat : Sciences de la société, Université de Genève.
- Gillet, Jean-Claude (1996), Praxéologie de l'animation professionnelle. *Recherche et formation*, n°23, p.119-134.

- Greffier, Luc (2024), L'animation socioculturelle française en 2030, au filtre du sablier du temps qui passe... ATPS, n°26, [en ligne], p.117-130.
- Greffier, Luc et Jean-Luc Richelle (2014), L'énigmatique liance entre l'animation socioculturelle et la ville. Dans Tozzi P. (dir.) *L'animation socioculturelle : quelle place dans le projet urbain ?* Carrières sociales éditions, p.78-97.
- Guichet, Franck et Antoine Hennion (2009), Vivre avec Alzheimer, vivre avec un « Alzheimer ». Recueillir l'expérience des aides à domicile. *Gérontologie et société*, n°128-129, p.117-128.
- Hervy, Bernard (1993), L'animation dans ses démarches, quels projets de vie ? Et pour qui ? *Gérontologie et société*, n°66, p.8-15.
- Lafortune, Jean-Marie (2024), *Présentation.* ATPS, n°26.
- Lafortune, Jean-Marie et Olivier Picard-Borduas (2024), L'animation culturelle en mutation : une analyse diachronique des discours (2010-2024). ATPS, n°26, [en ligne], p.1-20.
- Lehec, Clémence et Simon Gaberell (2025), Les néo-artistes du vivre-ensemble urbain, REISO, *Revue d'information sociale*, [en ligne].
- Marcillat, Hervé (2000), *Vieillesse et société : le rendez-vous manqué*. Érès.
- Minois, Georges (1987), *Histoire de la vieillesse*. Fayard.
- Pattaroni, Luca (2005), Le *care* est-il institutionnalisable ? Quand la « politique du *care* » émousse son éthique. Dans Paperman P. et S. Laugier (dir.), *Le souci des autres : éthique du care*. Éditions de l'école des hautes études en sciences sociales.
- Pignolo, Loïc et Cornelia Hummel (dir.) (2024), *Vieillir en ville. Les liens sociaux à l'échelle des commerces de quartier. Sociograph*. Université de Genève.
- Plateforme du réseau seniors Genève (2023), *Pour une politique coordonnée de la vieillesse à Genève : 80 organisations constatent en recommandent*. Livre blanc. Genève.
- Plateforme du réseau seniors Genève (2019), *Pour une vision politique et globale des seniors à Genève : maintenir leur autonomie et leur place dans la société*. Genève.
- Promotion Santé Suisse (2014), *La promotion de la santé des personnes âgées – de réels bénéfices : argumentaire*. P.S. Suisse.
- Richelle, Jean-Luc (2021), Praticien-chercheur et chercheur-praticien. ATPS, n°19, p.39-45.
- Sterchi, Amélie et Tobias Bauer (2025), Encourager la participation : pousser les jeunes à modeler leur société. *Actualité sociale*.
- Thévenot, Laurent (2006), *L'action au pluriel : sociologie des régimes d'engagement*. La Découverte.
- Tribonnière, Xavier de la et Rémi Gagnayre (2013), L'interdisciplinarité en éducation thérapeutique du patient : du concept à une proposition de critères d'évaluation. *Therapeutic Patient Education*, n°5, p.163-176.
- Vercauteran, Richard et Bernard Hervy (2002), *L'animation dans les établissements pour personnes âgées : manuel des pratiques professionnelles*. Érès.